

# PLAIDOYER POUR UN REVENU DE BASE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

*Le revenu de base est une somme d'argent distribuée mensuellement à toute personne pour lui assurer une existence digne, sans condition. Il favoriserait l'engagement, autant individuel que collectif, et permettrait d'opérer des changements radicaux dans nos manières de consommer, de produire et de travailler. En cela, cette mesure constitue un véritable trait d'union entre écologie et justice sociale.*



MOUVEMENT FRANÇAIS  
POUR UN REVENU DE BASE

# CE DOCUMENT SE VEUT UN PLAIDOYER EN FAVEUR D'UN REVENU DE BASE UNIVERSEL COMME OUTIL DE JUSTICE SOCIALE AU SERVICE D'UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE.

Nous sommes aujourd'hui confronté-e-s à une double crise, écologique et sociale, en France et plus largement dans le monde. Le mouvement des gilets jaunes a démontré la nécessité de penser ces deux enjeux de manière conjointe, sans quoi les injustices désormais criantes dans notre société seraient renforcées.

Le revenu de base, pensé dans une optique de transition écologique, peut être une proposition efficace, parmi d'autres, pour y parvenir. Car celui-ci vise en particulier à replacer l'économie au service de l'humain et de la nature. Mais aussi parce qu'il vient questionner le système capitaliste actuel basé sur le triangle croissance-consommation-production dont l'échec est désormais particulièrement visible.

## Définition du revenu de base, d'après la charte du MFRB :

« Le revenu de base est un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres revenus, distribué par une communauté politique à tous ses membres, de la naissance à la mort, sur base individuelle, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie, dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement. »

Il est par ailleurs important de clarifier que le revenu de base, tel que nous le défendons au sein du Mouvement Français pour un Revenu de Base (MFRB), doit renforcer la protection sociale existante et non pas être un outil de sa déconstruction. À ce titre, nous sommes attaché-e-s aux assurances collectives de notre modèle social – assurance chômage, maladie et retraite – et veillons à ce que le revenu de base soit instauré pour une amélioration de ce modèle au profit de toutes et tous, notamment des personnes les plus démunies.

**Quelle appellation ?** *Revenu de base, revenu universel, revenu d'existence, allocation universelle... S'il existe différentes appellations, celles-ci se rejoignent pour décrire une idée reposant sur trois piliers incontournables : l'universalité, l'inconditionnalité et l'individualité.*

# UN OUTIL DE **JUSTICE SOCIALE** AU SERVICE DE LA **TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

## **PROMOUVOIR UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ PAR UNE TRANSITION JUSTE**

*Redistribuer directement aux citoyen·ne·s la richesse créée au niveau national pour que la transition écologique soit à la fois juste et permette une meilleure répartition.*

### **Améliorer la distribution des richesses**

L'alliance de la transition écologique et de la justice sociale doit permettre de redistribuer équitablement les richesses de façon transparente et de garantir un socle de sécurité, notamment pour les plus démunis·es.

Le revenu de base appelle à un véritable changement de paradigme. Il peut replacer l'économie au service de l'humain et de son environnement, en ouvrant la voie au travail choisi, à la coopération, à une répartition équitable des richesses et à une utilisation raisonnée des ressources.

### **Une justice fiscale indispensable**

Pour que la transition écologique ne soit pas subie ou perçue comme une nouvelle mesure d'austérité, celle-ci doit être accompagnée par des mesures à la hauteur de l'enjeu social. Notre système fiscal peut être rendu plus juste à travers la mise en place d'un impôt plus progressif mais aussi par le retour de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune), par une véritable taxe sur les transactions financières, par la lutte contre l'évasion fiscale, ou par la taxation des GAFAs (Google, Amazon, Facebook, Apple) par exemple. Ces politiques ambitieuses pourraient permettre de financer un revenu de base ou au moins de commencer à l'expérimenter sur les territoires.

### **Revenu de base et mouvements écologistes**

Les organisations écologistes ont compris très tôt que la transition écologique ne pourra pas se faire sans justice sociale.

André Gorz, l'un des pères de l'écologie politique et l'inventeur du terme "décroissance", voit dans le revenu de base le moyen de sortir de la centralité du travail et de favoriser les activités autonomes.

Dans son plaidoyer *Pour des sociétés soutenables* publié en mars 2011, l'ONG Les Amis de la Terre prône un revenu de base d'un montant « suffisant pour permettre à chacun l'autonomie sociale et financière dans une société basée sur le principe de sobriété ».

Au niveau politique, plusieurs partis écologiques en Europe ont été les premiers à soutenir le revenu de base dans leur pays. En France, les Verts portent la mesure depuis les années 1990. Le revenu de base est inscrit dans le programme d'Europe Ecologie Les Verts depuis 2009.

## **La Dotation Inconditionnelle d'Autonomie**

La Dotation Inconditionnelle d'Autonomie (DIA) est une proposition issue des réseaux de la Décroissance. Elle consiste en un ensemble de biens et services de première nécessité (logement, nourriture, vêtements, énergie, transport, mais aussi éducation, santé, services funéraires, information et culture) attribués à chaque citoyen-ne sous forme de gratuité (services publics, droits de tirage, par exemple d'électricité ou d'eau) et sous forme monétaire (en monnaie locale s'il en existe, dans une logique de relocalisation ouverte, ou en monnaie nationale). La DIA est systématiquement associée à la mise en place d'un Revenu Maximum Acceptable (RMA).

Toutes ces mesures sont décidées par les citoyen-ne-s sur un territoire donné. Il est à noter que ce processus de délibération démocratique et local est aussi important que le contenu de la DIA car il encourage les personnes à définir ensemble les biens communs, les besoins fondamentaux et les politiques publiques adaptées : que produit-on ? Comment ? Pour quel usage ?

Ainsi, la DIA est aussi bien un outil de décolonisation de nos imaginaires afin de sortir de la religion de l'économie qu'un outil de transition vers une Décroissance émancipatrice et de nouveaux modèles de sociétés relocalisés mais ouverts et solidaires, soutenables et souhaitables, conviviaux et autonomes.

## **UN REVENU AU SERVICE DES TERRITOIRES**

*Répartir la richesse sur les territoires et valoriser la relocalisation d'activités économiques choisies.*

## **Un versement partiel ou total en monnaie locale**

Les monnaies locales complémentaires sont un outil de transition vers un modèle plus humain et une meilleure résilience territoriale. Celles-ci complètent la monnaie nationale et favorisent des consommations locales au service d'un développement soutenable. Elles interrogent ainsi, par les critères éthiques et politiques qu'elles se fixent, notre manière de consommer et de produire. Tous les acteurs liés à une monnaie s'engagent à respecter les valeurs sociales et environnementales d'une société responsable.

## Tera, un projet de société à petite échelle

L'écosystème TERA est un projet expérimental qui vise à co-construire, dans une zone de revitalisation rurale, un système coopératif facteur de développement territorial et de cohésion sociale pour son lieu de vie.

Situé dans le Lot-et-Garonne, le projet se donne 5 ans pour y relocaliser 85 % de la production vitale à ses habitant-e-s, abaisser son empreinte écologique à moins d'une planète, et valoriser cette production en monnaie citoyenne locale, émise via un revenu d'autonomie d'un euro supérieur au seuil de pauvreté pour chacun-e de ses habitant-e-s.

Suivi par un conseil scientifique, il veut montrer par l'exemple comment un revenu de base en monnaie citoyenne locale est un facteur de développement territorial et de cohésion sociale pour les zones de revitalisation rurale (ce qui concerne plus d'une commune sur trois en France, soit près de 14 000 communes).

## Intégrer la gratuité de certains services

Loin d'être opposés, revenu de base et gratuité de certains services peuvent être complémentaires. Ces deux propositions reposent en effet sur un plus juste accès aux biens communs. Il est par conséquent tout à fait envisageable de combiner le versement d'un revenu de base en euros et/ou en monnaie locale, avec la gratuité de certains services.

## Grande-Synthe, une ville au coeur des enjeux de justice sociale et écologique

La municipalité de Grande-Synthe, après avoir fait le constat du bouleversement de notre rapport au travail et dans le but de permettre à tous de vivre dignement a créé le **Minimum social garanti**, une première étape avant de pouvoir expérimenter le revenu de base.

Première collectivité à avoir adhéré au MFRB, elle fait également partie du mouvement international des Villes en Transition, qui imagine la ville dans un contexte d'évolution de différents secteurs stratégiques (énergie, transports, éducation...) et prévenir des conséquences qu'auront sur nos vies la convergence de notre dépendance au pétrole et du changement climatique.

## CHANGER LA PRODUCTION

*Permettre la transition des activités existantes vers des activités soutenables. Valoriser l'agriculture paysanne et locale grâce à la sécurisation d'un revenu.*



**REVENU DE BASE  
AGRICOLE**

### Le revenu de base agricole

Le modèle agro-industriel est face à une crise structurelle à plusieurs égards – dégradations environnementales, enjeux de santé publique et pressions sur les revenus des producteurs·trices. Nous proposons de considérer le revenu de base de façon sectorielle pour en analyser le potentiel innovant en termes de politique agricole.

Tout en réduisant la vulnérabilité des producteurs·trices face à la volatilité des prix et aux risques climatiques, un revenu de base distribué de manière individuelle, inconditionnelle et automatique à tou-te-s les producteurs·trices pourrait améliorer considérablement le pouvoir de négociation de ces dernier·e-s vis-à-vis des centrales de transformation et de distribution.

Véritable outil de résilience et d'émancipation, il pourrait favoriser une diversification des activités au sein des fermes au-delà de la production, encourageant par exemple la transformation sur place, la vente directe, ou encore en adoptant des modèles de production plus adaptés aux demandes des consommateurs·trices. Ainsi, le revenu de base agricole pourrait donner un souffle d'air à toutes ces petites et moyennes exploitations qui, ancrées dans leur territoire, ont un effet vertueux sur de nombreux secteurs de l'économie locale et donc sur le développement rural.

## GARANTIR UNE AUTONOMIE RÉELLE

*Assurant un revenu stable, le revenu de base permettrait le foisonnement d'initiatives librement choisies et un réengagement citoyen dans la vie de la cité.*

### Pour une liberté réelle : expérimenter des modes de vie, de production et de consommation alternatifs

Interrogeant le rapport à l'emploi, le revenu de base entraîne une série de débats sur la production, mais aussi sur les moyens et les finalités de celle-ci. Libérant les individus de l'emploi comme source principale de ses revenus pour vivre, il favoriserait le développement d'activités autonomes hors de la sphère productive marchande. Le triangle croissance - emploi - consommation, vanté par nombre d'économistes, pourrait ainsi voir sa centralité remise en cause, grâce au développement d'activités choisies qui pourraient être valorisées par de nouveaux indicateurs de richesses non fondés uniquement sur la production marchande. Le revenu de base pourrait ainsi offrir la possibilité de développer des activités peu énergivores et créatrices de lien social, déconnectées du souci de rentabilité économique ou de productivité.

## Revitaliser la démocratie

La sécurité économique est un préalable indispensable pour disposer pleinement de ses droits et s'impliquer dans la vie politique. Le temps rationalisé du-de la travailleur-se, structuré par le rythme métro/boulot/dodo et les épreuves de guichet pour espérer accéder aux aides de l'État ne permettent pas cette liberté, censée être un des fondements de notre République. L'assurance d'un revenu inconditionnel permet le soulagement psychologique d'une peur des lendemains, une réappropriation des temps de vie et la reconquête d'une autonomie, bases d'une vie démocratique foisonnante. Le revenu de base, du fait de sa capacité à assurer une sécurité matérielle et un meilleur contrôle de son temps, facilite ainsi l'exercice de la citoyenneté.

## Favoriser le Buen Vivir

Diverses initiatives citoyennes, parfois soutenues par les pouvoirs publics locaux, se sont déjà emparées de l'enjeu écologique et redessinent une économie adaptée à leurs besoins et à celui de leurs territoires en France et dans le monde. Ces initiatives et mutations des métiers montrent qu'un nouveau monde se construit. Dans cette économie du buen vivir où l'on rompt avec la recherche de la croissance, l'objectif réside dans la reconquête collective de la qualité de vie en redonnant du sens au travail. L'emploi, « qui renvoie étymologiquement à la soumission au projet de vie d'autrui », selon les mots du philosophe Patrick Viveret, ne peut plus se comprendre comme la forme exclusive à travers laquelle l'humain exerce une activité, s'intègre et contribue à la société et où il peut se réaliser librement.

## CONCLUSION

Nous sommes de plus en plus nombreux-ses à réaliser que le système productiviste actuel imposant de consommer toujours plus nous mène droit dans le mur. Au niveau individuel, combien sommes-nous à être contraint-e-s de consacrer notre temps et notre énergie à une activité qui n'a de sens ni pour nous, ni pour les autres, sous prétexte de devoir « gagner sa vie » ? Au niveau territorial, combien de collectivités sont prêtes à accepter des projets d'infrastructures résolument nocifs pour l'environnement dans l'espoir de créer quelques emplois ? Au niveau national, combien d'Etats choisissent d'accorder aux multinationales des passe-droits ou de fermer les yeux sur leurs agissements en matière de fiscalité de peur qu'elles ne délocalisent leurs activités ?

Certes des initiatives tentent de renverser au niveau local ce fonctionnement. Mais pour changer d'échelle, il est nécessaire d'introduire des mesures radicales visant notamment à se soustraire au chantage à l'emploi et à ses effets pervers. Le revenu de base pourrait être le levier permettant aux alternatives de se multiplier et de faire basculer le système actuel vers un système soutenable et convivial.

Le revenu de base n'est pas la solution miracle qui résoudra à elle seule la crise environnementale. Certains craignent même que ce revenu soit utilisé pour consommer plus et c'est understandable : le revenu de base n'est qu'un outil. Son utilisation dépendra du projet de société dans lequel il s'inscrit : couplé à des mesures complémentaires, il peut jouer le rôle de catalyseur de la transition écologique.

Car il s'agit d'un formidable moyen de libérer les énergies et le potentiel des individus. Les nouvelles générations sont de plus en plus conscientes des limites du système actuel, nous pouvons nous en apercevoir au travers des grèves de lycéens qui apparaissent en Europe, ou des propositions de type Green New Deal aux Etats-Unis. A l'instar du mot d'ordre « Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend », donnons aux générations futures le potentiel de protéger et réinventer le monde dans lequel elles veulent vivre.

### **Recommandations :**

- Promouvoir des expérimentations locales sur site de saturation (minimum 2 000 personnes sur un territoire déterminé) pour pouvoir analyser les interactions auprès d'un public diversifié
- Varier ces expérimentations, avec des versements en euros, en monnaie citoyenne locale et/ou une partie sous forme de gratuité de services.
- Promouvoir l'intégration d'un revenu de base agricole dans le cadre des négociations de la Politique Agricole Commune.

### **Bibliographie :**

Pour un revenu universel, vers une société du choix (ouvrage collectif du MFRB, Éditions du Détour, 2017 - Préface de Cynthia Fleury)

Manifeste pour une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie - Un projet de décroissance (Vincent Liegey et AL., Editions Utopia, 2013)

Plus d'informations sur la DIA sur <http://www.projet-decroissance.net/>

Ecologie et Politique (André Gorz, 1975)

Tout peut Changer - Capitalisme et changement climatique (Naomi Klein, Editions Actes Sud, 2015)

Gratuité vs. capitalisme (Paul Ariès, Editions Larousse, 2018)

Projet TERA : [www.tera.coop](http://www.tera.coop)

Rapport Pour des sociétés soutenables (Les Amis de la Terre, 2011)

## **Soutenez-nous, adhérez au MFRB !**

Le Mouvement Français pour un Revenu de Base (MFRB) est un mouvement citoyen créé en 2013 de 700 adhérent-e-s, 30 dynamiques locales et plus de 30 000 sympathisant-e-s. Le MFRB fait aussi partie du réseau européen UBIE (Unconditional Basic Income Europe) et du réseau mondial BIEN (Basic Income Earth Network)

[contact@revenudebase.info](mailto:contact@revenudebase.info)

# **REVENUDEBASE.INFO**



@revenudebase



@revenudebaseFR



@revenudeBaseFR